

Ce n'est qu'un début, continuons le combat !

Ainsi, après des années passées à refuser d'accorder la moindre augmentation aux enseignant-e-s, le gouvernement se déclare prêt à lâcher un milliard d'euros à leur intention (enfin, un milliard sur quatre ans, c'est-à-dire à peine plus que le rattrapage du pouvoir d'achat perdu ces dernières années, et le tout à partir de... 2017 bien sûr !).

Après des années à réduire le budget de la recherche, le gouvernement annonce qu'il revoit à la baisse les nouvelles coupes qu'il projetait.

Après des années à s'acharner contre les cheminots et leur statut, le gouvernement tente de déminer le conflit à la SNCF en « imposant » à sa direction, selon la presse, des concessions sur la future organisation de leur travail (cette nouvelle n'est néanmoins pour l'heure que de l'enfumage, puisque la revendication des cheminots grévistes est non seulement que le décret socle fixant les règles relatives à la durée du travail et la convention collective en négociation soient au même niveau que la réglementation actuelle, pour éviter le dumping social, mais aussi que la loi travail soit retirée).

Après l'annonce par les syndicats de pilotes d'une grève unitaire à Air France au début de l'Euro, le gouvernement ne tardera sans doute guère à leur faire quelques promesses...

Mais pourquoi tant de « largesses » ou de « compréhension » soudaines ?

Certes pas parce que Hollande et sa clique ont brusquement découvert les vertus d'un socialisme dont ils n'ont revendiqué, un temps, l'étiquette que pour mieux en fouler aux pieds les principes et objectifs. Et pas seulement parce que la présidentielle approche. C'est aussi et avant tout parce que le mouvement en cours, dans la rue et ailleurs, a établi un certain rapport de forces avec le pouvoir que celui-ci opère ces reculs dans sa politique d'austérité.

Alors, loin de relâcher la mobilisation, renforçons-la pour contraindre le gouvernement et le patronat à céder complètement et durablement. Car ne

nous leurrerons pas : sans un rapport de forces conséquent pour maintenir la pression sur eux, les « conquêtes » sociales sont fragiles. D'autant que l'on ne peut compter sur les centrales syndicales, dont la « stratégie » dépend toujours de leurs intérêts particuliers – depuis trois mois, elles ont suivi la dynamique sociale contraintes et forcées par la crainte de la voir leur échapper, et depuis deux semaines elles n'ont fixé à leur calendrier des manifestations que cette nouvelle journée nationale (c'est-à-dire parisienne) du 14 juin, quand il se serait agi d'amplifier par d'autres mobilisations le blocage des raffineries, la grève dans les transports et les autres actions menées.

Soyons toutes et tous, plus que jamais, déterminés, unis et lucides sur les enjeux de la lutte pour exprimer – par tous les moyens et partout où c'est possible – notre refus de la loi travail comme du système d'exploitation qui lui sert de fondement. En 2006, la lutte de la jeunesse scolarisée contre le contrat première embauche (CPE) a été victorieuse parce que les autres générations l'ont accompagnée afin que son avenir ne soit pas plus difficile encore que leur propre vie ne l'a été. Aujourd'hui, pour qu'un rapport de forces un peu moins défavorable aux salarié-e-s, chômeur-se-s et précaires puisse se développer, il faut que naisse le désir de se battre dans les petites entreprises, celles où travaille la majorité de la classe ouvrière mais où règnent le paternalisme, la peur, et où il est difficile de se syndiquer. Comités et assemblées de lutte ont là également un rôle à jouer, pour affirmer une solidarité en actes. Multiplions donc les initiatives locales sans attendre les journées du 23 ou du 28 juin.

OCL, 14 juin 2016

<http://www.oclibertaire.lautre.net/>
oclibertaire@hotmail.com



Enterrons la loi El Khomri... et le capitalisme avec ! Ne lâchons rien !

Lisez Courant alternatif
Mensuel anarchiste communiste

Sur abonnement 30 euros : OCL/Égrégore, B.P. 81213, 51058 Reims Cedex